

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**

Tome II : Ouvriers

(5^e édition. – Avril 2005)

AVENANT DU 30 NOVEMBRE 2005
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
À PARTIR DU 1^{ER} JANVIER 2006 (AUVERGNE)

NOR : *ASET0650089M*

IDCC : *1702*

Entre :

La fédération des travaux publics de la région Auvergne,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

La CFDT section construction et bois Auvergne ;

Le syndicat Force ouvrière BTP ;

La CFTC,

D'autre part,

au cours de la commission paritaire qui s'est tenue le 30 novembre 2005, et en application du chapitre VIII-1 du titre VIII de la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1999, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Valeur des indemnités de petits déplacements

Les valeurs des indemnités de petits déplacements prévues par la convention précitée ont été fixées aux montants suivants :

INDEMNITÉ	ZONE 1 A 0-5 km	ZONE 1 B 5-10 km	ZONE 2 10-20 km	ZONE 3 20-30 km	ZONE 4 30-40 km	ZONE 5 40-50 km
Repas (1)	8,36	8,36	8,36	8,36	8,36	8,36
Trajet	0,67	1,49	2,46	3,75	5,00	6,33
Transport (2)	0,64	1,93	3,85	6,42	8,97	11,55
<p>(1) Conformément au protocole d'accord régional du 2 mai 1977, il est admis que l'ouvrier travaillant dans l'agglomération de son domicile est réputé prendre son repas de midi chez lui, sauf si les conditions de service et/ou de sécurité ne le permettent pas. Toutefois, pour les grandes villes, la notion d'agglomération s'étend dans les limites d'un rayon de 5 kilomètres autour du chantier.</p> <p>(2) Ces valeurs tiennent compte des caractéristiques géographiques et climatiques de la région.</p> <p>(1) et (2) Ces indemnités s'appliquent également aux ETAM non sédentaires.</p>						

Article 2

Date d'application de cette valeur

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2006 et pour l'année 2006.

Elles annulent et remplacent celles fixées par l'accord du 1^{er} décembre 2004 et applicables pour l'année 2005.

Article 3

Champ d'application

Le présent accord est applicable au personnel ouvrier (et ETAM, pour ce qui les concerne) des entreprises de travaux publics de la région Auvergne, (Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme), étant entendu que la convention collective citée à l'article 1^{er} ci-dessus a été étendue.

Article 4

Dépôt

Le présent accord sera déposé pour extension, conformément aux dispositions du code du travail, à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Puy-de-Dôme et transmis, pour information, aux directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de l'Allier, du Cantal et de la Haute-Loire.

Fait à Clermont-Ferrand, le 30 novembre 2005.

(Suivent les signatures.)